

La démocratie participative, ou l'art d'absorber la contestation sociale

Guillaume (du groupe Durruti, à Lyon)

” Bougez-vous, commencez à changer l’environnement, ne restez pas les bras ballants au bas des immeubles, prenez-vous en charge, ayez des projets, (?), devenez acteurs, devenez citoyens, et on vous aidera. ” (Martine Aubry, 21 novembre 1995)

Les anarchistes ne peuvent qu’être préoccupés par les enjeux qui émergent autour des élections locales et qui se dérouleront prochainement en France et en Belgique . Et ce d’autant que depuis une dizaine d’années, se développe, un peu partout dans le monde, des pratiques quasi autogestionnaires dans la conduite des affaires de la cité. Aussi, il paraît tentant d’apporter une contribution concrète au développement de telles pratiques. Ainsi, Le Monde diplomatique (voir en particulier le supplément du mois de mai 2000) ou des personnes se réclamant notamment des théories de Murray Bookchin, proposent d’oeuvrer à l’auto-organisation des habitants. Le municipalisme libertaire que ces derniers prônent, vise à favoriser l’émergence de soi-disant contre-pouvoirs locaux afin de renverser par le bas les structures hiérarchiques et pyramidales. Dans cette perspective, les anarchistes se devraient de participer aux élections locales pour contribuer à développer une démocratie participative, proche de la démocratie directe qu’ils désirent.

Pourtant, adopter une telle analyse, c’est faire preuve d’aveuglement ou de naïveté. Cela revient à sous estimer gravement la capacité de la social-démocratie à intégrer les critiques que lui a assénées le mouvement social et qu’elle a parfaitement repris à son compte pour la pérennisation de l’ordre social existant. Il devient alors nécessaire de mettre à nu le subterfuge idéologique de la démocratie participative si l’on veut éviter de se fourvoyer dans une impasse.

Neutraliser la lutte de classe en l’urbanisant

Les luttes se déplaceraient donc de l’entreprise à la ville. La succession des plans de relance de la politique de la ville n’ont pour fonction que de nous faire croire qu’une grande partie des problèmes relèveraient de l’urbain. Dans cette perspective, nos aspirations doivent être investies dans la transformation du cadre de vie pour en faire un espace de convivialité et de qualité. L’accent est alors mis sur la notion de lien social qu’il s’agit de restaurer. La représentation du monde en terme de lutte de classe est ainsi évacuée : belle affaire pour le patronat. On comprend mieux pourquoi la ville n’en finit pas d’être couverte de vertus par les adeptes de la démocratie participative : elle serait porteuse des espérances de citoyenneté tout en sachant redonner ses lettres de noblesse à l’action politique.

Circonscrire la crise sociale à l’échelon local

La préoccupation grandissante du local dans les discours de la droite comme de la gauche n’est pas anodine non plus. Les critiques portées contre l’État centralisateur, les grands appareils bureaucratiques, qu’ils soient publics ou privés, jugés à juste titre d’ailleurs, inhumains et impersonnels ne sont pas tombées dans l’oreille d’un sourd. L’heure est à la revalorisation du local : *small is beautiful*. Et ce serait se leurrer que de voir dans cette valorisation du local un progrès ou une avancée augurant une réelle démocratisation de la vie politique et une authentique décentralisation. Le traitement des conséquences sociales du capitalisme s’effectue maintenant à la base : l’État s’en remet de plus en plus aux collectivités locales qui à leur tour, font appel aux militants associatifs. L’autogestion de la misère permet à l’État d’être gagnant sur tous les plans : si échec il y a, ce sont les associations qui l’endossent et idéologiquement, le transfert de certaines compétences vers le bas prend une allure de démocratie directe, là où nous voyons en fait que renforcement du contrôle social par la population elle-même. Compléter le mouvement d’en haut par le mouvement d’en bas, tel semble être aussi effectivement le sens des contrats locaux de sécurité mis sur pied par Chevènement. C’est peu dire si le développement de pouvoirs locaux ne déstabilise pas l’État. Celui-ci ayant fixé les cadres de référence et d’actions dans lesquels les individus pouvaient prendre part aux affaires de la cité, il reste maintenant à convaincre l’ensemble de la population d’y participer. Il en va de la légitimité des élus et de la classe dominante en général.

Associer le citoyen aux décisions pour mieux étouffer la révolte

Pour associer la population à la gestion des affaires de la cité, la social-démocratie témoigne d'une créativité sans commune mesure. Innovations et expérimentations se succèdent au pas de course. Ainsi à Saint-Denis, les décideurs communaux, ayant compris qu'il ne peut y avoir d'actions publiques efficaces sans mobilisation des citoyens, mettent en place des démarches participatives de quartier, des commissions extramunicipales, des comités consultatifs. Il est vrai qu'avec 30 % de sa population vivant dans la précarité et un doublement en six ans des aides sociales légales, ça risque de péter à tout moment dans cette commune populaire. La municipalité pense à associer le citoyen le plus en amont possible aux mécanismes décisionnels. La démocratie participative suppose d'impliquer les habitants dans l'élaboration de l'ordre du jour des réunions (il en est question aujourd'hui à Saint-Denis) et, si cela ne suffit pas, la possibilité pour les associations de quartiers d'accéder à une contre-expertise autonome, est envisagée. Pour maintenir la cohésion sociale mise à mal par la précarité et le chômage, chefs de projets, agents de développement, chargés de missions, médiateurs d'horizontalité, militants de terrain, « citoyens responsables du bien commun » et autres entremetteurs s'activent ainsi sur le terrain pour sommer la population de participer à la démocratie. Telle est aussi la démarche du groupe de rap IAM à Marseille ou de Zebda à Toulouse, qui cherchent à convaincre les jeunes des cités de s'inscrire sur les listes électorales. Bel exemple de citoyenneté active que les élus aimeraient voir plus souvent.

Les chantres de la démocratie participative ont en effet bien conscience que la dépolitisation de la vie publique ne sera enrayerée que si les processus d'actions collectives s'accompagnent de processus délibératifs et de gestion des controverses : il faut aller au-delà des simples enregistrements de la plainte de l'utilisateur d'un service ou des opérations de type « Bonjour voisin » qui se déroule aussi à Saint-Denis. D'où l'engouement actuel pour la question du conflit. Le conflit est en effet perçu comme quelque chose d'innovateur car il fait bouger les choses nous disent par exemple les sociologues du changement social. La fréquence des « situations de crise » (doux euphémisme) place les élus locaux dans l'urgente obligation de mobiliser tous les acteurs concernés. Cette pression stimule, selon eux, les capacités d'innovations sociales des collectivités locales car elle permet par exemple l'élaboration de « contre-projets constructifs » à défaut bien entendu de proposer un autre projet global de société.

L'État : c'est toi !

On l'aura compris, la démocratie participative nous intime de prendre nos affaires en main c'est-à-dire en fin de compte celles de l'État. Au nom du pragmatisme et du travail de terrain, dans la cité de demain, il nous faudrait abandonner toute idée de transformation radicale de la société pour s'engager dans un projet (développer un réseau de vidéosurveillance en est un). D'où un changement également dans les valeurs qui fondent les valeurs de la réussite sociale. Celle-ci met en avant aujourd'hui la capacité d'engager les autres. Ces remarquables qualités ne confèreraient plus un statut de chef mais permettraient de devenir un intégrateur, un facilitateur, un donneur de souffle, un fédérateur d'énergie, et autre impulsateur de vie, de sens et d'autonomie. Dans le cas d'une agglomération, ce rôle peut être dévolu au maire qui s'attachera à impliquer dans la gestion de la ville tous les acteurs sociaux, du simple habitant à la multinationale. Importée du monde anglo-saxon, cette vision managériale de la société, appelée gouvernance, serait pour ses partisans un vivier plus concret pour la démocratie alors qu'elle n'est que la figure de l'État-monde qui trouve dans l'action collective locale de nouvelles voies pour diffuser et imposer le capitalisme mondial. Et ce n'est pas par hasard que la gouvernance urbaine se met d'abord en place là où il y a risque d'explosion sociale comme dans les ports britanniques ou les villes brésiliennes.

Pas d'autogestion sans égalité économique et sociale !

Par conséquent, nous ne saurons ainsi nous satisfaire du désir des classes dirigeantes de nous octroyer un nouveau mode de fonctionnement de la société se basant soi-disant sur l'autogestion, l'autonomie et la responsabilité individuelle pour continuer dans le même temps à semer la misère à tout vent. La participation de tous les habitants aux décisions de la vie communale, lorsqu'elle est pilotée par l'État, n'est qu'une instrumentalisation

visant à pérenniser l'ordre établi. À force de vouloir agir, ici et maintenant, on finit par prendre le moyen pour une fin. Pour nous, les revendications immédiates doivent viser les points sensibles du système capitaliste. Nous exigeons, pour tous, la gratuité des transports et de l'ensemble des services communaux, la réquisition de tous les logements ou bureaux vides, la suppression de tous les dispositifs sécuritaires, et l'augmentation des salaires des agents communaux ainsi que la transformations des emplois précaires en emplois stables. Nous ne perdons pas de vue que l'autogestion se doit d'être couplée à l'égalité économique et sociale. Dans cette perspective, nous pouvons aussi agir dans des comités de quartier (à nous de voir selon la situation locale, le moment et les forces en présence) pour y faire passer nos idées et radicaliser les contestations. Cela ne nous empêche pas d'y dénoncer les dérives (institutionnalisation, nouvel espace de relais de la politique du maire, émergence et notabilisation de leaders, tournant sécuritaire et autres dévoiements) qui s'y produisent fréquemment afin de ne pas cautionner n'importe quoi.

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Guillaume (du groupe Durruti, à Lyon)
La démocratie participative, ou l'art d'absorber la contestation sociale

Consulté le 11 décembre 2016 de kropot.free.fr

fr.theanarchistlibrary.org